

# D é c o u v r e

## L'autre Amérique

**Q**ui d'entre nous n'a pas combattu le balon de fer aux côtés des Chevaliers du Travail, musardé avec Jack London le long des voies ferrées, croisé Lee Gordon dans sa croisade contre les préjugés raciaux, serré la main de John Reed, cueilli les raisins de la colère avec Cesar Chavez et fredonné avec Woodie Guthrie et Pete Seeghers? Qui d'entre nous n'a pas combattu l'arbitraire patronal avec Norma Rae, ne s'est pas jeté corps et âme dans la grève à Minneapolis, à Flint ou aux côtés des mineurs virginieniens insurgés? Qui d'entre nous n'a pas serré le poing avec *Fist*, aimé *Blue Collar*, patrouillé dans les ghettos avec les Panthers en armes, observé le parcours de Malcolm Little, défié la garde nationale à Berkeley ou manifesté en uniforme sur la base sud-vietnamienne de Dah Nang?

Nous sommes loin ici de Coca-Reagan, de Disney-McDonald et d'ITT-CIA. Plus exactement, nous sommes de l'autre côté! Si le cauchemar américain n'a pas de secret pour nous, cette Amérique de la contestation ne semble exister pour nous que dans le cinéma et la littérature. Et pourtant!

Au fil des pages de *L'autre Amérique*, la découverte de la gauche de l'Amérique vaut le voyage. Elle donne à nos rêves et à nos combats rien moins que des pistes pour redéfinir un projet de transformations sociales, les contours et les formes d'une nouvelle alliance progressiste.

Cette autre Amérique nous interpelle fortement. D'autant qu'elle puise son inspiration à la source des souffrances, des résistances et des luttes sociales.

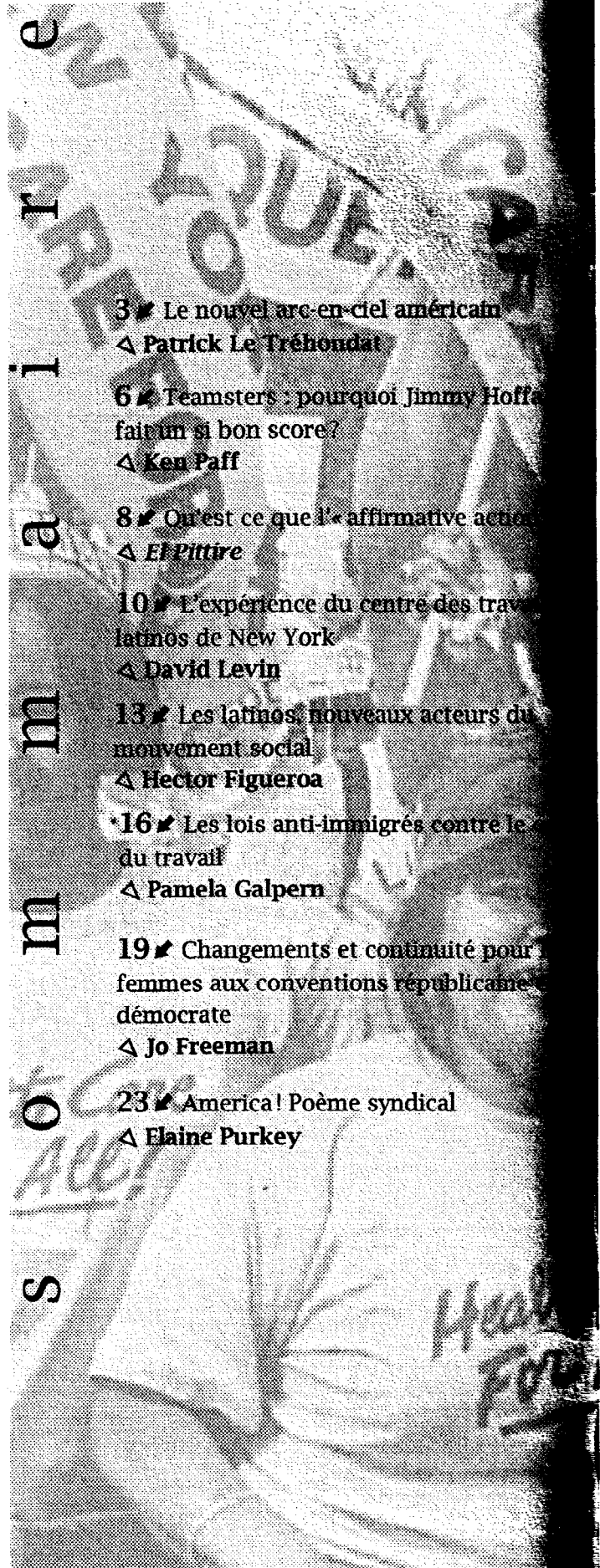
L'AUTRE AMÉRIQUE

16

2<sup>ème</sup> trimestre 1997

25,00 F

SYLÈPSE



e  
r  
i  
a  
m  
m  
o  
s

3 ➤ Le nouvel arc-en-ciel américain

△ Patrick Le Tréhondat

6 ➤ Teamsters : pourquoi Jimmy Hoffa fait un si bon score ?

△ Ken Paff

8 ➤ Qu'est ce que l'affirmative action ?

△ El Pittire

10 ➤ L'expérience du centre des travailleurs latinos de New York

△ David Levin

13 ➤ Les latinos, nouveaux acteurs du mouvement social

△ Hector Figueroa

16 ➤ Les lois anti-immigrés contre le travail

△ Pamela Galpern

19 ➤ Changements et continuité pour les femmes aux conventions républicaine démocrate

△ Jo Freeman

23 ➤ America! Poème syndical

△ Elaine Purkey

## Le nouvel arc-en-ciel américain

Patrick Le Tréhondat

Comment reconnaître des ouvriers agricoles employés à la cueillette de fraises ? Pour Selma, la réponse est simple. Regardez leurs mains, il leur manque un doigt, regardez leurs visages, nombre d'entre eux portent les marques indélébiles des insecticides. Selma vient de passer plusieurs semaines en Californie. Elle était envoyée par le syndicat des Teamsters pour convaincre de voter une nouvelle fois en faveur de la liste de réforme démocratique qui avait détrôné en 1991 l'ancienne direction maffieuse du syndicat. Les Teamsters c'est d'abord le plus gros syndicat de l'AFL-CIO, 1,5 million de membres. C'est aussi le mythe de Jimmy Hoffa. Un syndicat qui organise tout d'abord les camionneurs mais aussi tout ceux qui travaillent autour du transport routier, et encore beaucoup d'autres qui choisissent de s'y syndiquer comme les ouvriers agricoles des champs de fraises de Californie. Un empire financier aussi, trop longtemps aux mains d'une bureaucratie dont les salaires pourraient faire pâlir de jalousie certains PDG. Les Teamsters, c'est aussi la titanesque lutte durant 20 années d'une opposition syndicale démocratique, la TDU, Teamsters for Democratic Union, qui permit la réforme-révolution de 1991. Lors du dernier congrès du syndicat, novembre 1996, la direction réformatrice conduite par Ron Carey, a été reconduite avec 52 % des voix. La vieille garde corrompue conduite par le fils de Jimmy Hoffa garde donc une influence certaine sur le syndicat. Pour Ken Paff, animateur de la TDU, « nous avons gagné la bataille politique sur la question d'un syndicat propre et démocratique. Hoffa a dû adopter notre programme et promettre qu'il ferait beaucoup mieux que nous. Mais nous n'avons pas gagné la bataille politique sur la nécessité d'un nouveau type de syndicat qui puise son

### L'autre Amérique

42 rue d'Avron

F 75020 Paris

E mail : sylleps@pratique.fr

http ://www. argyro.net/~syllepse

#### RÉDACTION

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,  
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,  
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication : Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74310 – imprimé par nos soins

#### ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

pouvoir dans une base mobilisée et militante ».

Le cycle noir des défaites sociales ouvertes par les années Reagan pendant lesquelles les vieilles directions continuent à tenter de gérer un compromis social dont le business ne voulait plus est-il en train de se clore ? Nombreux sont les syndicalistes qui en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait mettre en œuvre d'autres stratégies pour répondre aux nouvelles formes d'offensives du capital et de segmentation de la force de travail et que pour élaborer, mais aussi gagner, il fallait une démocratie active, ouverte, à l'écoute de tous. Une grève qui a duré deux ans dans une entreprise chimique de Decatur (Illinois), la Staley, est emblématique de ce renouveau stratégique du mouvement social américain. Lock-outés, les travailleurs ont en effet mis en œuvre un ambitieux plan de riposte. Attaquer l'image publique de la société auprès des consommateurs et des citoyens, l'isoler de ses propres alliés (banques et autres entreprises) et développer une large solidarité hors de l'entreprise. Auprès de la population, les menaces que fait peser l'entreprise sur l'environnement, l'économie locale et la santé de tous sont mises en évidence. « Staley n'est pas un simple producteur de sucreries, mais un énorme complexe chimique aussi dangereux que Du Pont ou Union Carbide » dénonce la section syndicale 7837 de Staley dans une brochure distribuée auprès de la population où un audit écologique de la société est dressé par le syndicat. A travers le conflit ce sont aussi toutes les alliances industrielles et bancaires occultes que le syndicat met à jour en appelant au boycott des établissements financiers qui soutiennent l'entreprise. Les syndicats de la région seront les premiers à clôturer leur compte dans les banques visées. Ainsi la section du syndicat de l'équipementier automobile Caterpillar de Decatur apportera ainsi son soutien à la campagne en retirant les 100 000 dollars qu'elle avait en dépôt à la Magna Bank, où le président de Staley « démissionnera » de son poste au conseil d'administration. L'entrée en scène aux côtés des grévistes de la communauté noire de la ville constituera un tournant lorsque des membres afro-américains de la section syndicale ont commencé à populariser la lutte dans leur communauté. Fait incroyable, les ouvriers blancs lock-outés participeront à la Dr Martin Luther King Parade. Des représentants locaux de l'Église sont également engagés aux côtés des grévistes avec les prières collectives pour le succès de la lutte. « Je m'identifie avec le mouvement ouvrier » explique simplement le père Martin Mangan qui dénonce « ces multinationales qui essaient de détruire systématiquement les syndicats ». De nombreuses leçons ont été tirées de cette lutte. La pratique du boycott n'est pas appréhendée ici comme une simple tactique de pression selon la tradition contestatrice américaine. Elle constituait un pivot de la construction d'alliances où l'on voit différents acteurs sociaux conjuguer leurs efforts et pratiques sociales pour organiser une mobilisation contre un adversaire commun socialement identifié, sans que pour autant les différents partenaires de la campagne renoncent à leur propre identité et objectifs. Le choix d'une « socialisation » du conflit dans l'ensemble de la population a permis aux travailleurs de construire un arc de solidarités intercommunautaires. La critique de l'outil de production et de ses nuisances écologiques, dont les travailleurs, les consommateurs et les habitants de la région sont les premières victimes traduit également cette nouvelle aspiration à « l'Environnemental Justice » où s'enchevêtre le social et l'écologie. Enfin la mise à jour des liens presque organiques qui unissent banques, compagnie d'assurances et entreprises (apparemment concurrentes sur le marché) permet une démonstration pratique à une échelle de masse du fonctionnement réel du système capitaliste. L'accumulation de telles expériences qui rassemblent aujourd'hui pêle-mêle grèves ouvrières, luttes

écologistes et bien d'autres encore ont atteint un niveau suffisant pour cristalliser dans le mouvement social, l'éveil d'une nouvelle conscience qui s'est traduit par l'élection d'une direction plus « ouverte » et « attentive » lors du congrès de l'AFL-CIO en novembre dernier. Le nouveau conseil exécutif du syndicat comprend 18 nouveaux membres parmi lesquels 6 femmes, 9 Africain-Américains, un Latino et un Asia-américain. Linda Chavez-Thompson a été choisie pour le poste nouvellement créé de vice-présidente. L'arrivée de cette femme à la direction du syndicat marque manifestement un indice de ce renouveau qui prend en compte le segment hispanophone de la force de travail américaine. Un syndiqué sur douze parle espagnol. Depuis 1980, la force de travail latino a connu une croissance quatre fois plus rapide que la force de travail nationale et comptent aujourd'hui plus de 10 millions de travailleurs. Les Mexicains-Américains en constituent la partie la plus importante (6,3 millions) suivis par ceux d'Amérique centrale et du Sud (1,6 million). Pour répondre à l'absence de réponse du mouvement syndical à leurs problèmes, ces communautés se sont dotées de structures particulières. A New York, le Centre des travailleurs latinos organisent les travailleurs de différents secteurs de production, en tenant compte de leurs diverses origines. Mais ces centres ne veulent pas être un substitut aux organisations syndicales. « Une réponse dans l'urgence qui se veut un pont vers l'organisation syndicale » nous explique une de ses animatrices. En dépit de nombreuses difficultés, leur bilan est loin d'être négatif. Ainsi le Chinese Staff and Workers Association (un centre qui fonctionne depuis 15 ans) a mis en échec un lock-out de 7 mois au Silver Palace de New York, le seul restaurant syndiqué de Chinatown. Dans ce quartier les employés de restaurants, travaillent le plus souvent pour 75 cents (4,50 F) de l'heure et 70 heures par semaine.

Lors de la dernière élection présidentielle, la candidature d'extrême droite dans le parti républicain de Pat Buchanan a bousculé la gauche sociale et politique sur son propre terrain. Pour Tony Mazzochi, ancien président du syndicat de l'Atome, du Pétrole, et la chimie (OCAW) « d'entendre parler des réductions, de la baisse des salaires et du manque d'audace de la classe ouvrière et de se retrouver devant un fasciste américain qui en fait une question politique... montre que si nous ne nous organisons pas pour parler pour nous-mêmes, nous n'aurons que ce que nous méritons ». Depuis plusieurs années, Mazzochi milite en faveur d'un « parti du travail » indépendant du Parti démocrate. En juillet dernier, à son initiative notamment, un premier congrès a réuni plus de 1 400 délégués. Soutenu par plusieurs syndicats nationaux et de centaines de sections syndicales, ce nouveau « Labor Party » est aussi le produit de la recomposition politique et sociale qui depuis plusieurs années est à l'œuvre de l'autre côté de l'Atlantique et qui a touché également le Parti communiste avec la rupture des Comités de correspondance (CoC), variété de fondateurs américains, et dont l'animatrice la plus connue est Angela Davis.

Décidément, la gauche du Vieux Continent aurait bien intérêt à ouvrir un dialogue avec celle qui lutte au pays de l'oncle Sam.



# **T**eamsters : pourquoi Jimmy a-t-il fait un si bon score ?

par Ken Paff

Labor Notes, mars 1997

A l'occasion du dernier congrès du syndicat des Teamsters qui a vu la réélection de la direction réformatrice, Ken Paff, animateur de Teamsters for Democratic Union (TDU), s'interroge sur les scores enregistrés par Jimmy Hoffa Jr., qui dirigeait la liste de la vieille garde bureaucratique

Imaginez cela. C'est une nuit d'élection et pour une fois les candidats représentent des choix clairs et distincts. L'un est en faveur d'un programme progressiste et est soutenu par un mouvement de salariés, l'autre est financé par les sociétés de transport et mis en avant par les médias. Imaginons que la « nuit des élections » dure cinq longues journées, et que 500 000 bulletins de votes soient comptés lentement et méticuleusement. Je n'ai pas à l'imaginer, je l'ai vécu à la mi-décembre avec d'autres militants réformateurs, lorsque les scrutateurs désignés par le gouvernement décomptaient les bulletins lors de la seconde élection démocratique au sein du syndicat des Teamsters. Ron Carrey, président du syndicat depuis 5 ans, a battu Jimmy Hoffa Jr., fils de l'ancien président, et candidat de la vieille garde. Pour les réformateurs du syndicat, y compris pour la Teamsters for Democratic Union, cette élection a constitué un moment critique. La première des cinq journées a commencé difficilement. Le premier dépouillement portait sur les votes d'une section de Jackson (Tennessee). Nous comptions sur notre victoire dans cette section mais c'est Hoffa qui l'emporta facilement. Les dépouillements suivants montrèrent que le résultat serait serré.

Finalement, nous avons gagné le Tennessee. Et également l'ensemble des élections. Ron Carey a obtenu 52 % des voix et 22 candidats des 27 de la liste réformatrice ont été élus. Les partisans de Hoffa ont arraché 5 vice-présidences dans la région Centre. Le dépouillement devint plus fiévreux lorsqu'on en arriva à celui de la section 407 de Cleveland (Ohio). J'aurais pu gagner de l'argent si j'avais parié sur ces résultats. Cette élection dans cette section avait un sens particulier pour moi car c'est de là que je viens et que le président de la section, Sam Theodu, est un réformateur convaincu.

Il y a eu beaucoup de bonnes choses durant ces élections notamment dans une centaine de sections sur 650, les réformateurs ont fait la différence dans les votes comme ils l'ont fait dans la section 407. Cela a montré que les années d'activité de la TDU ont payé. Elles ont apporté leur contribution aussi ailleurs. Ron Carrey a gagné parmi les membres couverts par une convention collective nationale c'est-à-dire parmi ceux et celles qui ont eu le plus de contrat avec le syndicat. Il gagne aussi des voix parmi les émigrants mexicains. Il gagne enfin parmi les techniciens de l'aviation et sur les sites de transports les plus féminisés.

Nombreux sont ceux qui m'ont demandé « Mais pourquoi Hoffa a-t-il fait de si bons résultats ? » Hoffa a gagné dans des endroits où les pratiques d'intimidation ont une longue tradition, comme à Detroit, Chicago, Kansas City et dans le New Jersey (même si nous y avons gagné des sections). Hoffa a également gagné là où, pour une raison ou une autre, le mouvement réformateur est faible et où les adhérents n'entendent que le discours des pro-Hoffa. Presque les deux tiers des permanents syndicaux restent pro-Hoffa et ils ont été les principaux contributeurs de sa campagne qui a coûté 5 millions de dollars. La contre-révolution chez les Teamsters a été planifiée, financée et organisée par la vieille garde qui a perdu pouvoirs et privilèges. Elle était soutenue en catimini par les employeurs. Mais le message de Hoffa alla au cœur des membres de l'appareil. La réponse la plus évidente à ce succès, le légendaire nom de son père, est trop superficielle. Il y a quelque chose de vrai là-dedans, mais nous savons surtout que corruption égale faiblesse. Le nom de Hoffa veut dire reconnaissance. Il donne plein accès aux médias, à la radio et aux débats télévisés.

Le slogan de Hoffa était « Restaurer le pouvoir ». Beaucoup de militants qui soutenaient Carrey et la TDU sur la question de la démocratisation et l'ouverture du syndicat (Hoffa a copié la plate-forme de Carrey sur ces deux points) ont découvert combien il était difficile de mobiliser et de mettre en mouvement les membres du syndicat. L'idée qu'une direction de fer puisse faire plier les compagnies séduit encore de nombreux syndicalistes.

Nous avons gagné la bataille politique sur la question d'un syndicat propre et démocratique. Hoffa a dû adopter notre programme et promettre qu'il ferait beaucoup mieux que nous. Mais nous n'avons pas gagné la bataille politique sur la nécessité d'un nouveau type de syndicat qui puise son pouvoir dans une base mobilisée et militante. Durant son premier mandat, Carey a institutionnalisé des acquis du changement. Les privilèges comme les multiples salaires accordés aux permanents ont été supprimés. Au lieu de couvrir la corruption, Carey l'a fermement combattue pour la détruire complètement. Le plus important a été l'ouverture du syndicat à la base du syndicat. Des bulletins informent les adhérents lors des négociations, les élections locales ont eu lieu par correspondance [...]

La révolution des Teamsters doit avancer sinon elle stagnera. Les forces organisées de la réforme doivent elles aussi aller de l'avant. La négociation à venir de la convention collective avec l'UPS, qui concerne 180 000 Teamsters peut être un bon exemple de comment mettre en mouvement les membres du syndicat en position de bataille. Cette bataille, et le contrat concernant les transports après celle-ci, peut montrer la force d'un « modèle d'organisation » du syndicalisme que la direction Carey du premier mandat n'avait pas pu démontrer. La mobilisation des membres du syndicat peut devenir la question clef du prochain mandat – dans la lutte pour la convention collective, il y a aussi la syndicalisation de nouveaux membres et la bataille pour l'approfondissement de la démocratie dans le syndicat. Mais cela ne sera pas facile. De nombreux permanents syndicaux, amis de Carey, résisteront à cette orientation, pensant que ce cours accentuera l'hostilité des amis de Hoffa.

La direction du syndicat, en alliance avec la base mobilisée, a une chance de redonner un sens à ce que veut dire être un Teamster. Dans ce processus, peut apparaître un modèle pour le reste de l'AFL-CIO.

## Qu'est ce que l'« affirmative action » ?

El Pitirre, journal de la communauté portoricaine-latino  
de New York, automne 1996.

L'« affirmative action » (« discrimination positive », NDLR) propose des programmes qui ouvrent des portes aux femmes et aux gens de couleur, qui ont été systématiquement exclus de certains emplois et d'institutions scolaires de la nation. L'« affirmative action » reconnaît que les femmes et les gens de couleur continuent d'être sous-représentés dans ces lieux et donc revendique un effort conscient et continu pour les y intégrer. A l'université, il s'agit de programmes qui encouragent l'admission de femmes et de gens de couleur qualifiés. Ils introduisent les critères de race et de genre dans l'admission aux institutions universitaires. Ainsi, le MESA (programme d'encouragement aux mathématiques, sciences et études d'ingénieur) permet à 6 000 Africains-Américains, natifs et Latinos d'accéder à ces études; et Upward Bound concourt à soutenir les études de 50 800 étudiants dans tout le pays qui sont pauvres et/ou sont les premiers de leur famille à accéder à l'Université.

Bien qu'elle ne soit pas la panacée contre les discriminations de genre et de race, ni un substitut à la croissance économique, l'« affirmative action » a prouvé qu'elle était un outil pour remédier aux effets du passé discriminatoire et pour ouvrir des portes qui ont été historiquement fermées aux femmes et gens de couleur. Depuis que l'« affirmative action » a été officiellement introduite par décision du président Johnson en 1965, des millions de femmes et gens de couleur ont eu accès à des lieux qui leur étaient interdits précédemment. En résumé, l'« affirmative action » a pour objectif à terme d'assurer que chacune et chacun puisse, indépendamment de son genre ou sa couleur de peau accéder à toutes les activités de la société et rendre vivante la promesse d'égalité contenue dans le 14<sup>e</sup> amendement à la Constitution des États-Unis.

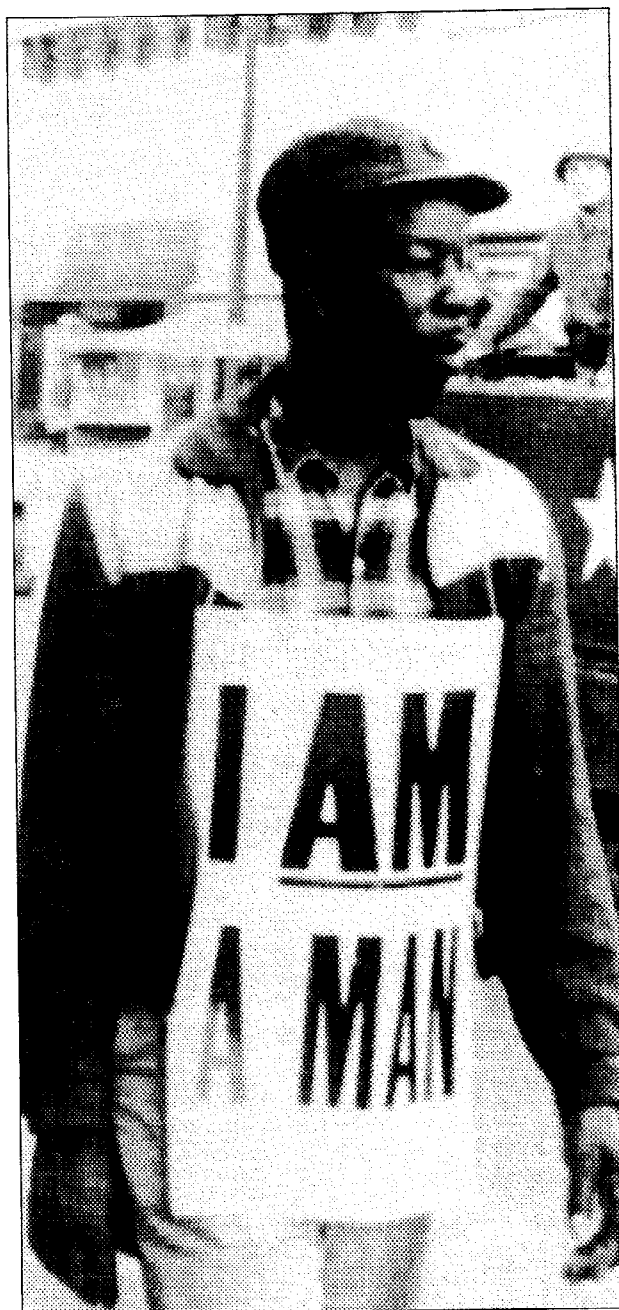
### L'« affirmative action » introduit-elle des quotas ?

Non. Les quotas sont illégaux et tout programme d'« affirmative action » qui introduirait des quotas serait illégal. Un système de quotas conduit à réserver un certain nombre de places disponibles pour les membres d'un groupe spécifique et par conséquent en exclut d'autres. Au contraire l'« affirmative action » cherche à augmenter les chances d'accès d'un groupe par des méthodes de recrutement dynamique. Des objectifs modulables sont fixés pour évaluer les progrès du programme. L'« affirmative action » exige des personnes, qui avaient été précédemment exclues en raison de discriminations légales ou illégales, des efforts sincères pour la réussite de l'intégration. Les politiciens cherchent à discréditer l'« affirmative action » en disant qu'il s'agit d'une politique de quotas. Si les quotas sont réellement appliqués, pourquoi les étudiants blancs représentent

encore 80 % de la population universitaire (US Dept. of Education, 1992).

### L'« affirmative action » est-elle un traitement préférentiel ?

Non. L'« affirmative action » tente de supprimer toutes les préférences. Les femmes et les gens de couleur peuvent difficilement être accusés de bénéficier de traitement de faveur. Sans l'« affirmative action », nous retournerions, peut-être non intentionnellement au système de préférence mis en place au siècle des discriminations raciales et de genre qui n'a bénéficié qu'aux hommes blancs. Les préférences ne sont pas nouvelles à l'université. Dans tout le pays, des étudiants y sont admis en fonction de considérations non-universitaires comme par exemple le niveau de leur contribution financière, leur condition athlétique et voire même leur origine géographique. En fait, beaucoup plus d'étudiants blancs ont franchi les portes des dix meilleures universités du pays en raison de critères non dits que d'étudiants noir ou latinos ont pu y accéder à travers l'« affirmative action ».



## L'expérience du Centre des travailleurs latinos de New York

par David Levin

*Against the Current*, sept.-oct. 1996

Kim Moody dans un récent numéro d'*Against the Current* rappelait qu'« aujourd'hui dans les pays industrialisés ou semi-industrialisés, beaucoup de travailleurs fondent de nouvelles formes d'organisation ou tentent de changer les anciennes pour répondre aux nouveaux défis du capital. La recherche de formes appropriées d'organisation à cette phase du capitalisme constitue une reconversion globale ».

Les immigrés de New York sont confrontés à ce que la nouvelle économie globale produit de pire. Ceux qui sont curieux de connaître comment le changement libéral vers « la flexibilité » et la dérégulation opère, peuvent venir visiter notre ville où la semaine de travail de 72 heures – sans salaire minimum ou paiement des heures supplémentaires –, l'absence d'assurance sociale ou de congés payés sont le quotidien de dizaines de milliers de travailleurs. Le besoin d'organisation des travailleurs immigrés est donc vital [...]

Les difficultés inhérentes à l'organisation des travailleurs immigrés sont facilement compréhensibles. Pour les dizaines de milliers de sans papiers, la crainte d'attirer l'attention de l'INS (Service de la police de l'immigration) constitue un obstacle à leur organisation. Les travailleurs immigrés – même sans papiers – ont légalement le droit de s'organiser et de percevoir le salaire minimum et le paiement des heures supplémentaires de travail. Selon la loi de 1986, (IRCA) c'est l'employeur, et non le salarié sans papiers, qui viole la loi lorsque ce dernier est embauché. En réalité, les choses se passent autrement, même lorsqu'il s'agit du respect du salaire minimum ainsi que l'a reconnu officiellement Maria Echaveste, responsable du ministère du travail. Lors d'une rencontre avec la communauté latino, elle a reconnu que son ministère était incapable de faire respecter la loi par les employeurs.

Cet aveu se traduit également par le fait que lorsqu'un travailleur porte plainte devant les bureaux du ministère du travail à New York, il doit attendre au moins six mois avant d'être seulement entendu et en moyenne 50 % des plaintes débouchent sur un traitement minimum. Dans une telle situation, il est complètement irrationnel pour un employeur de payer le salaire minimum. Pourquoi payer un tel salaire lorsque vous savez que de toute façon vos employés auront beaucoup de difficultés à faire respecter la loi ? De plus, les travailleurs immigrés travaillent fréquemment pour des entreprises qui comptent un petit nombre de salariés et où le turn-over est très élevé. Les paiements de salaires se font en liquide, sans laisser de traces dans la comptabilité des sociétés. Dans le bâtiment ou la confection, lorsque les travaux sont finis, il arrive que la société, qui vous employait, disparaisse tout simplement sans vous avoir payés.

La recherche de formes d'organisation efficaces aux problèmes rencontrés par les travailleurs immigrés a

conduit à la création d'une variété de structures communautaires ouvrières. Le Centre des travailleurs latino de New York est une de ces nouvelles structures qui se désignent souvent comme « Workers Centers », et qui tentent de combler le fossé entre l'appartenance communautaire et l'existence en tant que salarié pour unifier les travailleurs latinos dans leur combat pour leurs droits là où ils vivent et travaillent.

Les workers centers ne sont pas simplement des formes d'organisation de travailleurs immigrés. Ils appartiennent à ces nouvelles formes d'association entre les mouvements communautaires et mouvement de salariés comme celles qui se développent dans la communauté afro-américaine, chez les travailleurs blancs dans le Sud comme la Women's Economic Alternative, la Carolina Alliance for Fair Employment, ou encore le Black Workers for Justice.

Les travailleurs immigrés partagent la même expérience de culture, de langage et de discrimination anti-immigrés ; mais aussi l'influence des formes d'organisation communautaire et d'éducation populaire de leur pays d'origine (Amérique latine et Caraïbes). Le désintérêt des syndicats à organiser les travailleurs immigrés a conduit au développement des Workers Centers dans les communautés immigrés.

Le Centre des travailleurs latino a adopté une forme d'association qui répond aux formes de déstabilisation qu'infligent aux travailleurs les forces économiques et politiques dominantes.

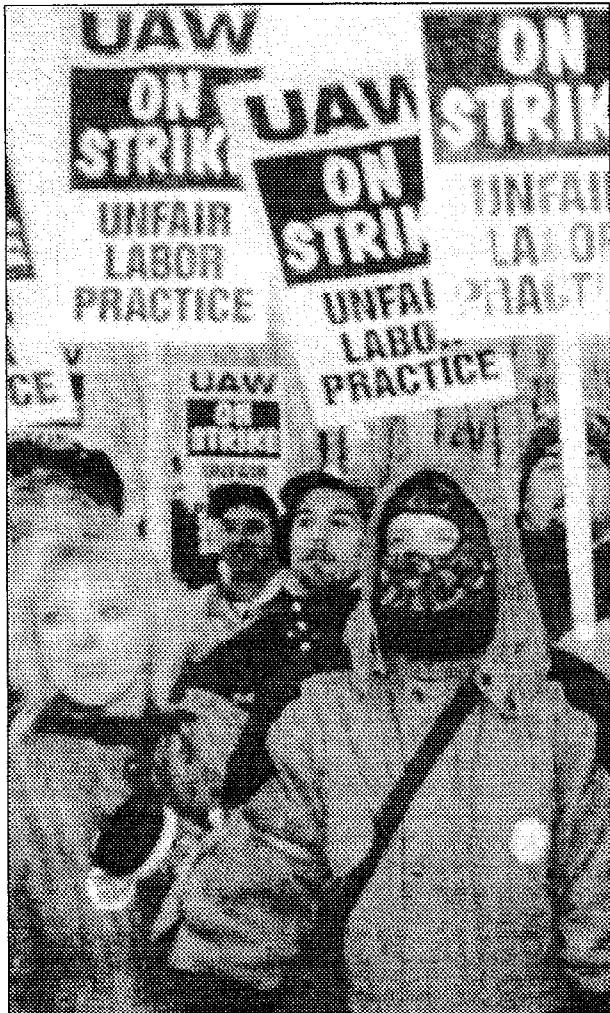
En effet les travailleurs connaissant une instabilité importante dans leur vie professionnelle. Avoir plusieurs employeurs au cours d'une même année n'est pas rare. Il faut donc une forme d'organisation qui ne soit pas adossée à une appartenance commune à un lieu de travail. De plus, les membres du centre – qu'ils soient employés dans la confection, les restaurants, le bâtiment, ou les services – connaissent les mêmes problèmes, (faibles salaires, durée de travail excessive, conditions de travail insupportables), car ils partagent la même condition de travailleurs immigrés. Il s'agit donc d'organiser ces travailleurs de tous secteurs et de les mettre en capacité d'identifier leurs problèmes communs et d'évaluer collectivement leur force d'action. En luttant sur différentes questions sociales, politiques ou économiques, le centre peut intégrer toute une série de questions qui dépasse celle de l'organisation séparée sur des questions spécifiquement « sociales » ou « syndicales » [...]

Dès 1993, le centre a organisé des classes d'apprentissage de l'anglais et du droit du travail à partir de cas concrets de travailleurs immigrés dans divers secteurs. En effet, de nombreux travailleurs viennent au centre pour obtenir des salaires non payés, qui font économiser des dizaines de milliers de dollars aux entreprises. Le centre aide les travailleurs à se confronter à leurs employeurs, à formuler leurs revendications, à organiser des boycotts ou piquets pour alerter l'opinion publique et forcer les employeurs à payer les salaires. Le centre aide également à organiser des démarches juridiques auprès du ministère du travail ou des tribunaux [...]

En mai 1995, le centre a initié la *Campagna por trabajo, respecto y dignidad* (Campagne pour le travail, le respect et la dignité) qui s'est développée autour de nombreuses activités pour la défense des droits des travailleurs immigrés dans l'entreprise. La campagne a commencé par le lancement d'une pétition (présence notamment sur les ondes des radios et TV latinos, démarches auprès des églises...) pour promouvoir la discussion sur les droits des salariés, leur besoin d'organisation et les lois anti-immigrés. Cette campagne a débouché en septembre sur un rassemblement devant le ministère du travail où les travailleurs ont témoigné sur leurs conditions de travail et réclamé l'application des lois par le gouvernement et notamment l'arrêt de la

collaboration du ministère avec la police de l'immigration. A cette époque le centre s'occupait du cas de travailleurs de trois entreprises de restauration à domicile qui luttèrent pour le salaire minimum et le paiement des heures supplémentaires. Comme le centre n'avait pas la capacité de maintenir des piquets devant ces trois entreprises, ces cas furent intégrés à la campagne. Deux fois par semaine, les membres du centre tenaient, à l'heure du déjeuner, des rassemblements de protestation, appelant les clients au boycott des restaurants jusqu'à ce que les employeurs payent leurs dus aux employés et leur reconnaissent le salaire minimum. Après ces rassemblements, les participants distribuaient des tracts, sous forme de bandes dessinées aux travailleurs des rues alentours qui décrivaient les raisons de la lutte. Ces mobilisations ont culminé avec la *Via Crucis por la Justicia* (Le chemin de croix pour la justice). Les militants allaient de restaurants en restaurants, s'arrêtant devant chacun d'entre eux, pour dénoncer les violations du droit du travail, chanter des poèmes ou jouer de la musique. Ces efforts ont eu de modestes succès. Les trois restaurants mis en cause ont commencé par payer le salaire minimum et un restaurant à payer les arriérés dus. Un autre fut condamné à une amende de 5 000 dollars et le procès contre le troisième est toujours en cours.

[...] Les approches des centres de travailleurs sur une base de multi-secteurs, d'activité communautaires – et ses objectifs d'organiser sur des questions tant sociales que du travail – constituent une réponse pragmatique aux conditions spécifiques des travailleurs immigrés sous-payés. Ces conceptions émergentes sont aussi une esquisse de ce que le mouvement social de demain des salariés pourrait être.



## Les Latinos, nouveaux acteurs du mouvement social

par Hector Figueroa

NACLA, *Report on the Americas*, nov.-dec. 1996

Il y a deux ans, lors d'une visite de militants réformateurs du syndicat des Teamsters dans la petite ville de Firebaugh (Californie), un petit incident qui s'est produit dans un champ de tomates a montré tout le potentiel de revitalisation du mouvement syndical que pourraient apporter les travailleurs latinos. La délégation était venue pour soumettre une pétition en faveur de la création d'un syndicat dans l'exploitation agricole appelée Tomatech. Les dirigeants de la société, entourés de gardes du corps et des policiers de la ville, refusèrent la pétition et obligèrent les 200 travailleurs agricoles à rester enfermés derrière les grilles qui entouraient l'entreprise. La délégation syndicale tenta de déposer la pétition à travers les grilles du portail fermé, mais elle tomba à terre. Alors que la direction se réjouissait bruyamment de cette maladresse, Juan Antonio, un ouvrier agricole qui avait récemment émigré du Honduras, ramassa la pétition, la brandit en l'air, et alla au bureau de la direction pour la déposer officiellement. Dans les années soixante et 70, c'est évidemment l'activité du chicano Cesar Chavez et son Comité pour l'organisation des ouvriers agricoles (UFWOC) qui a attiré l'attention publique sur l'existence du mouvement latino qui s'est ainsi fait connaître par ses luttes imaginatives – comme le boycott des raisins. Moins connu, mais pas moins déterminé, l'histoire du mouvement des ouvriers latinos a commencé en réalité dans le secteur du textile où ce sont eux qui ont reconstruit les syndicats au Texas, Floride, et à Chicago, mais aussi avec les centaines de milliers d'ouvriers agricoles, d'employés des services de nettoyage, dans les hôtels et autres emplois mal payés. Tous ces ouvriers et employés ont mené des grèves massives, militantes, de désobéissance civile pour attirer l'attention de l'opinion publique sur leurs sorts, et obtenir des meilleurs salaires, des conditions de travail décentes et aussi leur dignité. L'histoire du mouvement ouvrier latino a été faite par ces centaines de militants et responsables syndicaux qui sont apparus tant au niveau local que national. Cette histoire est aussi faite de l'activité de ces myriades de militants de la communauté qui ont développés des structures alternatives soit à côté, soit avec les principales organisations du mouvement syndical classique. Alors que le mouvement ouvrier américain tentait de surmonter 30 années de déclin, les travailleurs et travailleuses latinos se sont placés en première ligne de la remontée. Au cœur même du mouvement syndical, les Latinos ont joué un rôle de premier plan. En 1989, lors du congrès de l'AFL-CIO, un groupe de travailleurs latinos a pris la parole, à l'étonnement de tous, pour dénoncer la non-représentation des Latinos dans les instances les plus hautes

du syndicat. Lane Kirkland, le président de l'époque, assura aux contestataires que « le jour viendra où un Latino sera élu au conseil de l'AFL-CIO ». Les Latinos représentaient alors 10 % des syndiqués de la confédération, et aujourd'hui avec 1,4 million de travailleurs latinos syndiqués, un syndiqué sur 12 parle espagnol.

Six années plus tard, la liste « Nouvelle voix » qui se présenta au congrès de l'AFL-CIO (1996), et qui soulignait l'importance de la représentation des minorités dans le syndicat, a gagné la direction du syndicat. Désormais, à l'issue d'élections, qui ont vu pour la première fois depuis 50 ans deux listes s'affronter, l'AFL-CIO dispose d'une direction dont les figures les plus connues sont : John Sweeney, ancien président du SEIU, un syndicat très engagé dans la campagne *Justice for Janitors* où les Latinos sont la composante essentielle ; Richard Trumka, trésorier, du syndicat des mineurs (UMW) qui entretient des relations de solidarité avec le syndicat des mineurs colombiens, Linda Chavez-Thompson, vice présidente, du syndicat des fonctionnaires (AFCSME) et du *Labor Council for Latin American Advancement* (LCLAA) et qui a été aussi la première femme élue à la tête de l'AFL-CIO. Cette nouvelle direction représente un espoir pour l'avenir du mouvement latino organisé.

Construire un fort mouvement latino constitue un réel défi pour les militants latinos et l'ensemble du mouvement ouvrier américain. Quoique la force de travail latino ait connu une expansion de près de 60 % durant ces dix dernières années, les efforts d'organisation n'ont pas pleinement réussi. [...] Le pourcentage de Latinos membres d'organisations syndicales a chuté plus vite que la désyndicalisation générale, et le salaire moyen réel des travailleurs latinos a baissé deux fois plus vite que le salaire moyen des travailleurs américains. La force de travail latino n'est pas homogène. Les différences, le genre, le statut légal, le langage, le secteur économique et géographique et le niveau d'intégration au marché du travail. En plus de l'organisation de cette force elle-même, il s'agit également d'élaborer un programme à partir de cette diversité. Les différences se traduisent par des expériences différentes dans le mouvement syndical, des points de vue contrastés sur des questions clefs, et des inclinaisons particulières sur une participation active dans les syndicats. Les organisations de défense des Latinos comme le LCLAA, les groupes spécifiques de travail latinos dans les syndicats affiliés à l'AFL-CIO, les conseils intersyndicaux, ou les associations de migrants latinos constituent des lieux où les Latinos peuvent surmonter ces différenciations et définir leur propre expression revendicative. Ces instruments d'organisation peuvent, non seulement donner sens à la construction d'un mouvement latino, mais également exprimer une voix sociale latino contre la dérive pro-business du mouvement hispanique des droits civiques. Depuis 1980, la force de travail latino a connu une croissance quatre fois plus rapide que la force de travail nationale et compte aujourd'hui plus de dix millions de travailleurs. Les Mexicains-Américains en constituent la partie la plus importante (6,3 millions) suivis par ceux d'Amérique centrale et du Sud (1,6 million), les Portoricains (900 000) et les Cubains (500 000). Après la brève période de relative prospérité des années soixante et début des années soixante-dix, les travailleurs latinos restent un des segments sociaux les plus pauvres. Selon des statistiques officielles, le salaire médian hebdomadaire des hispaniques était de \$ 331 contre \$ 457 pour les non-hispaniques. La force de travail latino est concentrée dans l'industrie et les postes les moins qualifiés. Le taux de chômage est des plus importants dans cette communauté. Depuis 1987, le nombre de travailleurs venant d'Amérique centrale ou du

Sud a augmenté de 61 %. Le nombre de Mexicains de 28 %. Le nombre de Cubains a, par contre lui, diminué, contrairement à celui des Portoricains. Un tiers des immigrants légaux sont des Latinos. Les différences d'origine des Latinos se retrouvent dans le mode d'intégration au marché du travail. Par exemple, les Mexicains et les migrants d'Amérique centrale et du Sud vivent dans des zones d'expansion du marché du travail, particulièrement dans les secteurs des services et de production « high-tech ». C'est pourquoi ces groupes de travailleurs faiblement qualifiés trouvent relativement plus de travail que les autres et que leur capacité d'organisation est plus élevée, même s'ils sont présents dans des secteurs de sous-traitance où le niveau de syndicalisation est faible voire inexistant. Ce sont donc dans les États de l'ouest que ces ouvriers sont présents, mais également dans le sud-est qui connaît une rapide croissance. Ainsi Washington DC est la première ville des États-Unis abritant des immigrés venant d'Amérique du Sud et centrale. Un endroit qui connaît une création forte d'emplois notamment dans le bâtiment, les services de nettoyage et de restauration. C'est dans ces zones de relative croissance que nous assistons à des niveaux d'organisation les plus importants comme dans le textile au sud-ouest et sud-est.

Les Portoricains, les Dominicains et les Mexicains se retrouvent dans de vieilles zones industrielles du nord-est et du centre-ouest – caractérisées elles par un haut niveau de syndicalisation – et doivent faire face à des situations économiques très différentes. Licenciements, fermetures d'entreprises, syndicalisation en baisse, crises financières des villes sont les principaux défis que doivent affronter les syndicalistes latinos et les dirigeants politiques des communautés. Créer des emplois, revitaliser les villes, organiser les jeunes et défendre les salaires et acquis sociaux dans l'industrie et le secteur publique sont d'une première nécessité.

[...] L'apparition de structures sociales communautaires indépendantes – fréquemment appelées Centres des travailleurs – constituent un autre apport important à l'organisation du mouvement ouvrier latino. Ces groupes tentent d'apporter une alternative aux syndicats traditionnels pour la défense des intérêts des femmes, des immigrés et des travailleurs de couleur. Un de ces centres, *La Mujerera obrera* situé à El Paso (Texas) organise les femmes mexicaines travaillant dans la confection. A New York, le Centre des travailleurs latinos mobilisent les travailleurs de différents secteurs de production, en tenant compte de leurs origines propres. Ces centres tentent d'organiser les travailleurs sur trois niveaux : secteurs d'activités, particulièrement confection, et restaurants ; communautaires ; et enfin au niveau de entreprises elles-mêmes. Ils agissent sur les questions de salaire minimum et de paiement des heures supplémentaires et la législation régissant l'immigration. D'autres centres construisent des alliances multiraciales parmi les travailleurs sous-payés.

Au moment où le mouvement syndical redécouvre l'importance de mobiliser aux niveaux des communautés, la séparation entre les campagnes syndicales et celles menées par ces nouvelles organisations commencent à disparaître et l'écriture d'un projet pour les travailleurs latinos tend de moins en moins à ne concerner que les Latinos.

Il y va de l'intérêt même du mouvement ouvrier américain tout entier car il participe à l'avancée vers la recréation d'une force politique progressiste aux États-Unis.

## **L**es lois anti-immigrés contre le code du travail

par Pamela Galpern

**E**n 1996, le Congrès a voté des lois anti-immigrés comme jamais le pays en avait connues depuis plusieurs dizaines d'années. Trois lois maudites pour les immigrés et leurs familles vivant aux États-Unis. La loi sur la réforme de la politique sociale a permis d'économiser 44 % du budget en déniait des droits aux immigrants légaux ; la loi anti-terroriste permet la déportation d'immigrés qui ont été déjà emprisonnés ; enfin la loi sur la réforme de l'immigration pénalise les immigrés avec ou sans papiers et rend pratiquement impossible la légalisation de centaines de milliers de personnes. Ces lois, particulièrement la loi sur la réforme de l'immigration, auront un impact négatif sur les salaires et les conditions de travail des immigrés et par conséquent sur les travailleurs qui sont nés aux États-Unis.

### **Les portes fermées de la légalisation**

Au-delà des questions concernant pourquoi des migrants viennent aux États-Unis, la nouvelle loi sur l'immigration propose de dissuader l'immigration clandestine par une sur-militarisation des frontières et de renforcer la répression sur les lieux de travail. Ces nouvelles dispositions ne pourront pas empêcher le flot de la migration. Elles accéléreront la baisse des salaires, car la pression sur la force de travail jouera sur le niveau des salaires, et également sur les conditions de travail et les possibilités d'organisation des ouvriers.

De fait, nombreux sont ceux qui seront obligés de rester des illégaux. La loi oblige en effet pour les familles d'immigrants qui souhaitent accueillir des migrants de disposer d'un revenu supérieur à 125 % du niveau de pauvreté. Une famille de 4 personnes devra déclarer un revenu de 19 641 dollars pour accueillir une personne, alors que le salaire minimum annuelle est de 9 880 dollars.

Tout immigrant, qui restera plus d'un an sans autorisation de résidence à compter du 1<sup>er</sup> avril 1997, se verra refuser l'accès des États-Unis pendant dix ans. Cela signifie que les centaines de milliers d'immigrés qui vivent aujourd'hui aux États-Unis, sans égard au nombre d'années qu'ils ont passé dans ce pays, de leur situation de travail, du paiement régulier de leurs impôts, n'auront désormais plus de recours pour légaliser leur situation.

«Je me sens comme un rat, pris au piège dans mon appartement. J'ai peur d'aller en ville. Je vais au travail et reviens aussi vite que possible à la maison et je dors. Ce n'est pas une situation tenable pour un être humain» explique Jose un travailleur immigré mexicain de New York.

En plus de leur situation de sans-papier, les immigrés vivent dans la peur des raids de la police de l'immigration qui les arrêtent et les déportent. En 1996, cette police, l'INS, a lancé une série d'opérations sur les sites de travail. «J'étais en train de travailler lorsque 10 à 15

policiers de l'INS ont bloqué les trois portes de notre atelier. Les gens ont commencé à pleurer parce que nous n'avions jamais connu cela. C'était comme s'ils cherchaient des criminels ou des trafiquants de drogue. Si nous étions des criminels, nous ne serions pas là à travailler» raconte German, un immigré arrêté par l'INS à New York.

A New York, les premiers raids ont lieu contre des ateliers de confection. Pendant les six premiers mois en 1996, 97 % des immigrés arrêtés étaient des Latinos. Après leurs arrestations, selon l'INS, deux options leur sont proposées : « Accepter une déportation volontaire » et être renvoyés dans leurs pays d'origine ou aller en prison en Pennsylvanie en attendant leur passage devant le tribunal pour être ensuite expulsés dans leur pays. « Tout cela a créé une grande peur dans la communauté latino. Pour ceux dont les enfants sont nés aux États-Unis, et particulièrement pour les mères seules, que deviennent les enfants en cas d'arrestation ? » demande Monica Satana du Centre des travailleurs latino de New York.

Ces raids devraient également conduire à des sanctions contre les employeurs. Ces sanctions au lieu de dissuader les employeurs d'embaucher des immigrés sans papiers encouragent en réalité ceux-ci à continuer en leur donnant un moyen de pression plus important sur les travailleurs, puisque la menace actuelle qui pèse sur eux est en réalité très faible. En 1996, le total des amendes infligées à des employeurs par l'INS a été de 5000 dollars (30000 F).

A Los Angeles, Roy Hong du centre de défenses des travailleurs coréens souligne les effets à long terme de cette situation : « Dans le passé, les sans papiers qui étaient ici depuis un certain temps, avaient un travail, une habitation, payaient des impôts, toutes choses qui pouvaient laisser penser qu'ils pouvaient devenir "un membre légitime de la société". Ceci est de plus en plus difficile. En fait tous ces gens sont dans le piège maintenant et cela veut dire qu'ils vont devenir de plus en plus exploitables, et cela aura un effet négatif pour tous les autres pauvres ».

Ce n'est pas une coïncidence que la même année soient votées les lois sur la réforme de la politique sociale et de l'immigration. Chacune de ces lois met en accusation les pauvres pour leur pauvreté et les dressent les uns contre les autres. Peut-être, l'illustration la plus limpide de tout cela est l'exemple de la Virginie. En novembre 1996, le gouverneur George Allen a annoncé le lancement d'un plan pour l'emploi... pour occuper les postes laisser « vacants » par les sans papiers. A cet effet l'INS devait informer l'administration de la « libération » de ces jobs à la suite de leurs raids. « C'est une façon de créer une force de travail qui est pratiquement forcé de travailler à 2 dollars de l'heure » dénonce Jon Liss, du Comité de soutien des travailleurs et locataires d'Alexandria (Virginie).

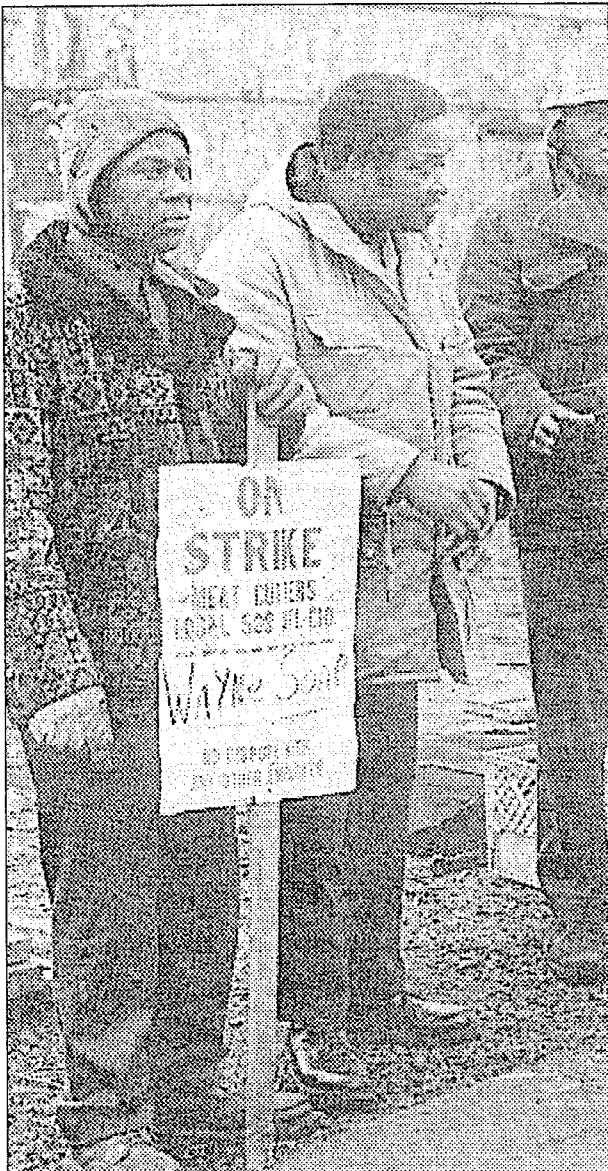
« Il existe une conscience publique de l'exploitation des travailleurs immigrés. Elle coïncide avec une autre conscience publique sur le fossé qui se creuse entre les salaires et les richesses dans ce pays. De plus en plus de gens comprennent les relations entre la détérioration du statut des immigrés et les difficultés grandissantes qu'affrontent les non-immigrés » explique Tary Higashi, employé à l'association Fonds pour les nouveaux citoyens.

Au cœur de tout effort pour faire échec aux manœuvres anti-immigrés, il doit y avoir les immigrés eux-mêmes. « Le changement viendra de l'auto-organisation de ceux qui souffrent de cette situation. Organiser la base est ce qui provoquera un réel changement » rappelle Liss. Cela veut dire un engagement prolongé de ces acteurs et des associations. « Le réseau de gens soutenant les immigrés et les questions qui les intéressent doit s'élargir. Je pense que les plus vulnérables, les

moins protégés dans notre société ont besoin de sentir encore plus leur capacité d'agir et de changer leurs conditions» remarque Higashi.

En septembre 1996, Georges Soros a donné 50 millions de dollars pour offrir une assistance légale aux immigrés, en vue de leur naturalisation. Ces fonds ont donc été consacrés à cet objectif particulier. Mais ils ont bénéficié à des segments particuliers de la population immigrée. Il y a également un besoin de financement des efforts d'organisation des immigrés sans papiers ou non qui sont vitaux pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Un certain nombre d'organisations tentent de traiter les intersections compliquées entre les questions du travail et les questions de l'immigration. Le Centre des travailleurs latinos de New York a lancé une campagne pour une amnistie et des salaires décents, combinant le besoin des travailleurs sans papiers de légaliser leur statut et la nécessité de renforcer le code du travail en matière de salaire correct. Ces groupes en faveur des droits des immigrés en alliance avec les syndicats et l'église catholique ont organisé des manifestations sur ces thèmes. La Coalition pour les droits des immigrés de Caroline du Nord, soutenu par les syndicats, a organisé une manifestation de 2 500 immigrés avec ou sans papiers. Le 9 mars dernier, ce sont 5 à 7 000 personnes qui ont également manifesté à Los Angeles.



## **C**hangements et continuité pour les femmes aux conventions républicaine et démocrate

par Joe Freeman

*Off our Backs*, janv. 1997

En août dernier je suis allée à ma sixième convention républicaine et neuvième convention démocrate. La plus grande nouvelle que ces événements ont pu m'apporter était qu'il n'y avait rien de nouveau.

1 500 journalistes du monde entier sont partis à la recherche de quoi publier et plusieurs centaines de politiciens se sont mobilisés pour créer une illusion. Au troisième jour de la convention républicaine, Ted Koppel de *Nightline* a fait ses bagages et est parti dégoûté en disant qu'il n'y avait rien de nouveau. Pourtant, le troisième jour de la convention démocrate fut marqué par les rumeurs sur l'éventuel démission de Dick Morris, conseiller de Clinton, pour avoir communiqué des informations à une prostituée : un non-événement. Puisqu'il y a aussi peu à dire, c'est donc une bonne occasion pour revenir sur ce qui s'est passé depuis 20 ou 30 ans et d'examiner ce qui n'a pas changé pour les femmes dans ces partis et comment cela s'est reflété dans leurs conventions.

Le changement le plus évident est qu'il y a beaucoup plus de femmes présentes dans les deux partis, comme déléguées ou candidates aux postes de responsabilités. Cela est également vrai parmi les journalistes qui suivent les deux conventions. Ce nombre important de femmes présentes a-t-il une influence ? Les femmes apparaissent en réalité à la surface des choses. Les partis mettent ouvertement des femmes en avant. Mais, au centre, là où les décisions sont prises, l'influence des femmes, sauf celles qui entretiennent des relations directes avec les candidats et les décideurs, n'est pas évidente et on peut même dire qu'elles n'ont aucune influence. De plus, il n'est pas non plus évident que ces femmes dites influentes agissent en faveur du programme féministe.

### **Des modifications profondes**

Durant les années soixante et soixante-dix, la proportion de déléguées oscillait entre 15 et 17 % chez les républicains et de 11 à 14 % chez les démocrates. En 1996, les femmes représentaient la moitié de la convention démocrate, en vertu d'une règle statutaire. Quoique le Parti républicain n'ait pas ce type de règle, des enquêtes ont montré que 34 % des délégués de la convention de 1996 étaient des femmes. [...] Les femmes représentaient 48 % des délégués en 1986 et 42 % en 1992.

L'augmentation du nombre de femmes est une conséquence directe de l'émergence du mouvement des femmes des années soixante. Le National Women's

Political Caucus, fondé en 1972, a fait un effort particulier pour obtenir que des femmes soient élues déléguées dans les années soixante-dix. Il n'agit plus dans ce sens car cela n'est plus nécessaire. Le nombre de femmes, membres du Congrès, est passé de 3 à 10 % et au niveau des États de presque rien à 25 %. Le changement peut être observé dans les réponses faites par les délégués aux sondages sur leur expérience politique. Selon CBS, 63 % des femmes du Parti démocrate ont une responsabilité dans le Parti démocrate et 23 % une charge élective. Chiffres qui sont à comparer à ceux concernant les hommes, 53 et 30 % respectivement. Parmi les républicains, 60 % de délégués de deux sexes ont une responsabilité dans le parti alors que 20 % des femmes et 25 % des hommes une charge élective. Le rôle des conventions a décliné depuis plusieurs années alors que le nombre de femmes délégués augmentait. Il est vrai que les conventions par État n'ont plus de rôle délibératif sur le choix des candidats aux élections présidentielles. [...]

Les élections primaires, qui étaient nombreuses dans les années soixante et soixante-dix, avaient transformé les conventions comme outil de sélection des candidats. Même en 1976, la dernière fois où le choix du candidat fut serré, personne ne donnait une sérieuse chance à Reagan de mettre en danger Ford. La représentation des délégués est plus symbolique que réelle. Par ailleurs, il n'est pas surprenant que l'Associated Press ait révélé que 4 230 adhérents démocrates soient démographiquement plus divers que 1990 membres du Parti républicain, mais très similaires en termes d'âge, éducation et revenus. [...]

### Des différences

Un sondage d'ABC a montré par ailleurs que les réponses des délégués du Parti républicain étaient plus proches, sur toute une série de questions, des Américains (différence de 25 points) que ceux du Parti démocrate (33 points). [...] Les femmes du Parti démocrate s'avèrent plus progressistes et les femmes du Parti républicain moins conservatrices que les délégués hommes. Parmi les démocrates, les femmes sont plus nombreuses (+ 14%) à être en faveur des droits des homosexuels et parmi les républicains, les femmes sont les plus nombreuses à penser que la religion a trop d'influence sur le parti (+ 9%). Dans ce même parti, les hommes ont une appréciation plus favorable que les femmes de Pat Robertson ou Pat Buchanan [...]

Bien que les deux partis aient connu de nombreux changements depuis ces 30 dernières années, le Parti démocrate reste un parti pluraliste et le Parti républicain conserve son caractère homogène. Structurellement, les démocrates ont plusieurs centres de pouvoirs qui concourent, à travers l'activité de leurs membres, à formuler des revendications auprès des dirigeants. Le Parti républicain reste unitaire et les militants doivent être de « bons soldats » loyaux. Les changements intervenus chez les démocrates tiennent à la nature de ces groupes et à la façon dont ils exercent le pouvoir. [...] Lors de la convention de 1996, il y avait des rencontres quotidiennes de femmes, d'Afro-Américains, d'Hispaniques, d'homosexuels. La présence des syndicalistes parmi les délégués fut également remarquée. Selon le sondage de CBS, 11 % d'entre eux étaient membres de la *National Education Association* et 24 % membres d'autres syndicats « soit la proportion de syndicalistes parmi les délégués la plus importante jamais connue dans une convention démocrate ».

Les groupes organisés dans le Parti républicain sont moins présents. Sans candidat, ou représentant officiel, il est difficile de se faire entendre dans le parti. Lorsqu'en 1976, la *Republican Women Task Force* pouvait agir dans le parti, elle n'a pu le faire que de l'inté-

rieur de la campagne de Ford et sans que les femmes puissent avoir des réunions séparées. La *Christian Coalition* a tenu des réunions en dehors de la convention, qui ne furent pas des « caucus » du parti. Même Pat Buchanan, qui se présentait comme candidat et gagna des délégués, fut dans l'obligation de louer un espace et de payer lui-même afin que ses supporters puissent l'entendre et Ollie North leur expliqua pourquoi ils ne pouvaient pas former un troisième parti.

La *Log Cabin Republicans* rassemblent des clubs d'homosexuels républicains qui de 3 en 1980 sont passés à 54 dans 32 états en 1996. Presque 200 gays ont participé à sa dernière convention, 80 d'entre eux étaient blancs, trois noirs (dont une femme noire) ainsi que deux asiatiques. Cette composition ethnique est similaire à celle du caucus gay des démocrates. La seule différence entre les gays républicains et démocrates est la façon de s'habiller. Après la convention, la LCR a organisé une réception en l'honneur de trois gays délégués à la convention.

Comme la *Log Cabin Republicans*, la *Christian Coalition* agit plus à la manière « démocrate » qu'un groupe républicain. Née de la campagne pour la candidature de Pat Robertson de 1988, elle s'est construite comme un organisation de masse. Cette stratégie de construction constitue une anomalie dans le Parti républicain, puisque soutenir un candidat constitue la voie normale pour gagner une influence. La Coalition chrétienne contrôle 15 à 20 états et en influence beaucoup d'autres. Mary Louise Smith a raconté comment elle n'a pas pu être élue déléguée depuis que cette coalition contrôle l'État d'Iowa. Le profil de la coalition est plus celui d'une direction de mouvement social que celui d'un groupe institutionnel d'intérêts. Presque 35 % des votants de la convention se considèrent comme membres de la « droite religieuse ».

Les démocrates et les républicains considèrent que les femmes constituent une partie importante de l'électorat. Les démocrates ont gagné la présidence lorsque 53,5 % des femmes ont voté en sa faveur et perdu le congrès lorsqu'elles ne furent plus que 51 %. Les femmes ont alors constitué 58 % des abstentionnistes. Ces femmes étaient dans leur grande majorité non scolarisées, blanches et seules. Lors de la convention les démocrates ont souligné l'importance de ramener les femmes vers les urnes. Les badges « Les femmes travailleuses votent ! » étaient très présents et cette question constituait le centre de la discussion lors du caucus des femmes.

### Une question toujours gênante

Les démocrates et républicains restent divisés sur la question du genre et du sexe. La polarisation des partis sur ces questions ouvertes par le mouvement féministe est profonde, et peut être perçue sur la façon dont les deux administrations agissent sur ces questions. Mais depuis quelques années, il y a des changements. Contrairement à ce que nous avons connu avant 1992, où les deux partis mettaient en évidence leurs différences, chacun d'entre eux tente de les cacher désormais. Embarrassée par la réaction négative au discours sur la « guerre des cultures » de Pat Buchanan en 1992 dans lequel il attaquait « le programme féministe radical » de Clinton, la direction du parti le repoussa dans un coin de la salle de la convention.

Le camouflage démocrate porta sur les mots de « femme » et « famille ». La convention préféra parler de « femmes et de leur famille » ou de « femmes et des enfants ». Et dans le programme la question de l'égalité des salaires a été placée dans la partie du programme « D'abord la famille ! ». Et le mot « femme » se retrouvait dans le chapitre « Debout pour les enfants, les femmes et les familles ! ». Le programme pour les enfants et les

familles était en première page et les femmes en dernière. Lorsqu'on lie de façon aussi répétée « enfants », « femmes » et « familles », cela a des effets sur l'éducation féministe de ces 30 dernières années. Une des premières critiques du mouvement féministe a été que les femmes n'avaient pas d'existence propre en dehors de leur familles. Leurs rôles, statuts et travail et autres possibilités d'existence étaient définis en fonction de leurs relations familiales. « Les hommes » étaient « le peuple », « les femmes et enfants » leurs auxiliaires dépendants. Ainsi lorsque les femmes étaient interrogées sur leur éducation ou leur travail, elles étaient toujours questionnées sur leurs familles. Un des buts du mouvement féministe a été de rompre ce lien entre « femmes » et « enfants », ou « femmes » et « familles » afin de promouvoir leurs droits individuels et leur droit d'être des individus. Maintenant que ces femmes ont acquis un certain pouvoir dans les deux partis, les femmes de ces partis ont oublié une des raisons de leur combat pour obtenir une première place.

## Les Américaines, histoire des femmes aux États-Unis

un livre de Sarah Evans

Éditions Belin

Avec cette histoire des femmes américaines, Sarah Evans a pris garde de traiter de l'histoire de toutes les femmes américaines qu'elles soient amérindiennes, afro-américaines, asia-américaines ou blanches. Une histoire diverse, croisée même si elle raconte l'histoire également d'une oppression commune à toutes ces femmes. Directrice d'un centre d'études féministes, Sarah Evans a entrepris la mise à jour d'une histoire occultée où les femmes privées de leurs droits politiques et sociaux jusqu'au début du siècle, se révèlent des actrices sociales et politiques de première importance qui pèsent sur les destinées de ce pays, même si elles étaient de facto repoussées dans les marges du pouvoir et des pouvoirs. Cette citoyenneté en construction s'organise par l'association. On citera ici le mouvement des « maisons sociales » qui à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fut le combat pour l'égalité des droits politiques. Fruit de la rencontre entre des femmes des classes supérieures, exclues de l'activité professionnelle par le sexisme d'une société qui n'acceptait pas qu'elles travaillent, et des femmes issues de couches sociales exploitées, privées du droit d'apprendre et de savoir, « ces maisons sociales » furent des lieux alternatifs construits par des femmes et pour les femmes. Écoles du savoir interdit et du militantisme social et politique, on en compte plus d'une centaine en 1900. À côté, mais non sans relation, se développeront également dans la même période « les clubs féminins » dont la fédération peut revendiquer un million d'adhérentes en 1920.

De cette histoire, de toutes ces histoires, Sarah Evans nous propose une remarquable et synthétique contribution, qui, une fois lue, oblige à reconsidérer des pans entiers de l'histoire des États-Unis.



America!

Poème syndical

By Elaine Purkey

Our great and mighty union stands  
Unbroken still today  
It's helped us through hard times  
before  
We know it's here to stay  
America! America! Please listen to  
our pleas  
We want to work our union jobs  
We just want to be free

The federal courts have been unfair  
With fine no one could pay  
If this is just a labor strike  
We can't they stay away  
America! America! Just open up  
your eyes  
Their only creed is corporate greed  
And ours is to survive

Oh! Beautiful for spacious skies  
For amber waves of grain  
For purple mountain majesty  
Above the fruited plain  
America! America!  
God shed his grace on thee  
And crowned they good  
With brotherhood  
From sea to shining sea.